

Arrêté préfectoral DCPAT-BDLIT n° 2021 - 694 portant complément à l'arrêté préfectoral du 14 février 1996 et concernant la création d'un bassin dessableur sur le ruisseau du Vignacq en amont de la pisciculture du Moulin Vieux, exploitée par « Les truites de la côte d'argent »

**La préfète,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne approuvé le 1er décembre 2015 par le préfet de la région Midi-Pyrénées, préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne ;

VU le plan de gestion des risques d'inondations (PGRI) du bassin Adour-Garonne 2016-2021 approuvé le 1er décembre 2015 ;

VU le décret du 5 février 2020 portant nomination de Madame Cécile BIGOT-DEKEYZER préfète des Landes ;

VU l'arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique « 3.1.2.0 » de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 1er avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les piscicultures d'eau douce soumises à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement (rubrique 2130 de la nomenclature des installations classées)

VU l'arrêté du 30 mai 2008 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations d'entretien de cours d'eau ou canaux soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'Environnement et relevant de la rubrique « 3.2.1.0 » de la nomenclature annexée au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 30 septembre 2014 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique « 3.1.5.0 » de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 7 octobre 2013 classant le courant de Contis en liste 1 au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 7 octobre 2013 classant le courant de Contis (puis ruisseau du Vignacq, puis ruisseau du Bourg) en liste 2 au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 février 1996 portant autorisation à la société « LES SALMONIDES d'AQUITAINE » d'exploiter sur la commune de LÉVIGNACQ, une pisciculture d'une capacité de production de 350 tonnes par an ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2006/40 du 27 janvier 2006 portant autorisation à la société Viviers de France pour l'épandage en valorisation agricole des lisiers de truites issus de la pisciculture de LEVIGNACQ ;

VU le dossier de porter à connaissance au titre de l'article L.181-14 du code de l'environnement, présenté par la pisciculture « Les truites de la côte d'argent », représentée par Monsieur Joël BERTANI, transmis le 06 juillet 2021 et relatif à la création d'un bassin dessableur sur la commune de LÉVIGNACQ ;

VU l'avis de la pisciculture « Les truites de la côte d'argent » par courrier en date du 4 novembre 2021 sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis ;

CONSIDÉRANT que la pisciculture du Moulin Vieux est autorisée par arrêté préfectoral du 14 février 1996 ;

CONSIDÉRANT l'état d'ensablement régulier du ruisseau du Vignacq au droit du seuil amont de la pisciculture et le risque induit pour les installations et la santé du cheptel ;

CONSIDÉRANT qu'en l'absence d'aménagement complémentaire, la société « Les truites de la côte d'argent » recourt, pour sa pisciculture, à l'extraction régulière de sédiments dans le lit mineur du Vignacq en amont du seuil ;

CONSIDÉRANT la nécessité de limiter de manière pérenne un niveau d'ensablement du Vignacq au droit du seuil de nature à porter atteinte aux installations et qu'il convient de limiter les interventions mécaniques dans le lit mineur du cours d'eau ;

CONSIDÉRANT par ailleurs, que l'installation est située au sein du site d'intérêt communautaire Natura 2000 FR7200715 « Zones humides de l'ancien étang de Lit-et-Mixe » et dans la ZNIEFF de type 2 FR0001980 « l'ancien étang de Lit-et-mixe et le courant de Contis » ;

CONSIDÉRANT par ailleurs que le seuil de la pisciculture de LÉVIGNACQ est inscrit au registre des obstacles à l'écoulement (ROE41708) et constitue à obstacle à la continuité piscicole et sédimentaire ;

CONSIDÉRANT que le seuil de la pisciculture de LÉVIGNACQ est identifié comme ouvrage prioritaire dans le plan d'action pour une politique apaisée de restauration de la continuité écologique et doit faire l'objet de travaux visant à restaurer la continuité piscicole et sédimentaire avant la fin de l'année 2023 ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir la protection des intérêts visés à l'article L.211-1 du code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de l'inspection des installations classées et de la directrice départementale des territoires et de la mer des Landes,

ARRÊTE :

TITRE I – OBJET DE L'ARRÊTÉ

Article 1 - Bénéficiaire

Le titulaire du présent arrêté, ci-dessous nommé le bénéficiaire, est la société « Les Truites de la Côte d'Argent (LTCA) » représentée par son directeur, M. Joël BERTANI, pour le site de la pisciculture du MOULIN VIEUX qu'elle exploite au lieu-dit « Le Moulin Vieux » à LÉVIGNACQ (40170).

Article 2 – Objet de l'arrêté

Le bénéficiaire est autorisé à créer et exploiter un bassin dessableur en rive droite du cours d'eau « Le Vignacq », en amont de ses installations sur la commune de LÉVIGNACQ.

Les travaux réalisés doivent être conformes aux éléments présentés par le demandeur, en ce qu'ils n'ont rien de contraire aux dispositions du présent arrêté.

Article 3 – Consistance des aménagements

Les aménagements prévoient :

- l'évacuation du sable historiquement extrait du Vignacq et stocké en rive droite, conformément au dossier de demande ;
- la création d'un bassin dessableur sur la parcelle E140, désaxé et dimensionné pour stocker 2 200 m³ (environ 3 ans de transport solide estimé à 500 m³/an et un tiers de réserve pour permettre d'organiser le curage) en rive droite du Vignac par élargissement et approfondissement latéral du cours d'eau :
 - longueur : 99 mètres, dont 22 mètres d'élargissement progressif en amont, 55 mètres de bassin dessableur et 22 mètres de rétrécissement progressif en aval ;
 - largeur : 18 mètres, essentiellement en rive droite. L'ouvrage commence à 4,6 mètres de la rive gauche préservée ;
 - profondeur : 02 mètres.
- la consolidation de la berge en rive droite à l'aide de poteaux espacés de 50 cm, complétée par la pose de ganivelles et de géotextile synthétique ;
- la stabilisation de l'amont et de l'aval du bassin par un seuil de fond constitué de pieux battus jointifs dont la crête est calée 30,80 m NGF ;
- l'installation d'une échelle limnimétrique fixe en dehors du bassin permettant d'évaluer le niveau d'eau et d'ensablement du Vignacq ;
- l'installation d'au moins deux repères fixes dans le bassin dessableur permettant d'évaluer son niveau de remplissage.

Article 4 - Prescriptions générales

Le bénéficiaire respecte les prescriptions générales définies dans les arrêtés ci-dessous et annexés au présent document :

- rubrique 3.1.2.0 de l'article R.214-1 du code de l'environnement : arrêté du 28 novembre 2007 ;

- rubrique 3.1.5.0 de l'article R.214-1 du code de l'environnement : arrêté du 30 septembre 2014 ;
- rubrique 3.2.1.0 de l'article R.214-1 du code de l'environnement : arrêté du 30 mai 2008.

TITRE II – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 5 – Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier doit être portée, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article L.181-14 du code de l'environnement.

Article 6 - Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le bénéficiaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration peut prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du bénéficiaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au code de l'environnement.

Il en est de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le bénéficiaire change ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintient pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 7 - Déclaration des incidents ou accidents

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire est tenu de déclarer au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures susceptibles d'être prescrites par le préfet, le maître d'ouvrage est tenu de prendre ou de faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire est responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 8 - Accès aux installations

Les agents en charge de l'inspection de l'environnement ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

TITRE III - PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES AUX TRAVAUX DE CRÉATION DU BASSIN DESSABLEUR

Article 9 - Période de travaux

Les travaux de création du bassin dessableur sont réalisés en période de basses eaux, entre le 1er août et le 15 novembre.

Toute modification de la période d'intervention fait l'objet au préalable d'un accord écrit par le service instructeur.

Le bénéficiaire informe le service instructeur du démarrage des travaux dans un délai d'au moins 7 jours avant le début des opérations.

Article 10 - Prescriptions minimales en phase chantier

La surveillance des travaux est conduite sous la responsabilité du bénéficiaire qui prend toutes les dispositions nécessaires à la préservation des milieux.

Les travaux sont réalisés à l'aide d'un matériel adapté aux conditions de portance des sols, permettant d'opérer avec précision et sans endommager les accès.

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

- les aires de stockage des matériaux sources de particules fines ou d'éventuels produits toxiques sont installées à distance du lit mineur et des zones sensibles, et équipées de tout dispositif de traitement nécessaire ;
- l'entretien des engins est réalisé hors du site ;
- le stockage du carburant est réalisé dans une cuve double enveloppe ou sur une aire étanche équipée d'une rétention ;
- la continuité hydraulique du Vignacq est assurée en tout temps pendant l'exécution des travaux.

Le bénéficiaire informe le service instructeur de l'avancée des travaux et des difficultés rencontrées, par transmission dématérialisée de compte-rendus et l'organisation de réunions de chantier lors des phases clés des travaux.

Article 11 - Accès au chantier

Hors des zones éventuellement mises en assec, les engins interviennent depuis la berge. Toute intervention nécessitant la circulation d'engins dans le lit en eau fait l'objet l'objet d'un accord préalable du service instructeur.

Les interventions sur la végétation visant à faciliter l'accès aux zones de travail se font dans le respect de la ripisylve et de la faune associée. Celles-ci sont limitées aux opérations strictement nécessaires. Les rémanents de coupes sont traités de manière à ne pas créer d'embâcles et a minima débités et stockés en dehors de la zone d'expansion de crue.

Article 12 - Libération de l'emprise du bassin dessableur

Le bénéficiaire procède à l'évacuation du stock de sable extrait du cours d'eau avant 2021, estimé à 5 200 m³ et stocké en rive droite sur l'emprise du projet. Il procède selon les accès et les modalités présentées dans son dossier de demande.

Le bénéficiaire prend les dispositions nécessaires pour garantir :

- la limitation des nuisances liées au trafic des engins ;
- la pérennité et la remise en état si nécessaire des ouvrages utilisés ;
- la préservation de l'environnement, notamment en bordure du Vignac, le long des voies de transit et à proximité du lieu de stockage.

Dans un délai de deux mois après la fin des travaux, le bénéficiaire communique au service instructeur la localisation des lieux de dépôt du sable, le volume stocké et le propriétaire des parcelles concernées.

Article 13 - Limitation des matières en suspension en phase chantier

Le bénéficiaire installe un filtre à paille réalisé à partir de cages fixes et d'un filtre géotextile « coco », disposé sur toute la largeur du Vignac en aval des travaux. Le dispositif est renouvelé autant que de besoin.

Le bénéficiaire garantit l'efficacité des moyens de protection mis en œuvre pour limiter les départs de matières en suspension. En cas d'insuffisance des filtres à paille, un dispositif alternatif de filtration ou de décantation avant rejet est proposé.

Le bénéficiaire assure une surveillance visuelle quotidienne des eaux rejetées dans le cours d'eau. En cas de détection d'un niveau de turbidité pouvant présenter une incidence sur la vie aquatique, le bénéficiaire adapte ses travaux de manière à réduire rapidement la turbidité des eaux rejetées. En cas de persistance du nuage turbide, le bénéficiaire arrête temporairement les travaux, informe le service police de l'eau et met en place les mesures nécessaires avant reprise du chantier.

Article 14 - Moyens d'intervention en cas d'incident

- **En cas de pollution accidentelle**

Des opérations de pompage et de curage sont mises en œuvre. Des barrages flottants et des matériaux absorbants sont conservés sur le chantier afin de permettre au personnel compétent d'intervenir rapidement et selon le type de milieu impacté (sol ou eau).

Les personnels de chantier sont formés aux mesures d'intervention en cas de pollution.

- **En cas de risque de crue**

Le bénéficiaire assure une veille de l'évolution des débits et du niveau des eaux.

Le bénéficiaire procède à la mise en sécurité du chantier en cas de risque de crue. Il assure notamment la mise hors du champ d'inondation du matériel de chantier, et l'évacuation du personnel et des rémanents de coupe.

Article 15 - Mesures de réduction des incidences sur la flore

- **Zone d'évitement sur la rive gauche**

Avant démarrage des travaux, un balisage est installé à 4,6 mètre au nord de la berge sud du Vignacq sur toute la longueur du bassin dessableur. Le balisage est connu et visible par tous les intervenants du chantier. Il est maintenu et pérennisé durant toute la durée de vie de l'installation.

- **Évitement des herbiers aquatiques**

Avant démarrage des travaux, un balisage est installé autour des herbiers à conserver. Le balisage est connu et visible par tous les intervenants du chantier. Il est maintenu jusqu'à la remise en état du site après travaux.

- **Transplantations depuis la zone de travaux**

Les plants de Carex identifiés dans l'emprise du bassin dessableur sont prélevés et transplantés en aval dans les zones favorables à leur reprise.

À l'issue du chantier, le bénéficiaire communique au service instructeur la nature, la localisation et le nombre de transplantations réalisées.

Article 16 - Remise en état

Le bénéficiaire garantit la remise en état des accès et des aspects paysagers du site après travaux, y compris sur les accès servant à l'évacuation du sable si des dégâts immédiats sont constatés.

À l'issue du chantier, le bénéficiaire met en œuvre le raccordement des berges du projet avec les berges avoisinantes en amont et en aval.

À l'issue de la remise en état, les aménagements ne devront pas constituer un remblai en lit majeur, une digue ou un obstacle à la continuité écologique au sens de la nomenclature annexée au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement.

Article 17 - Récolement

Le bénéficiaire fournit dans un délai de 2 mois après la réalisation des travaux un plan de récolement coté en NGF.

Ce plan comporte a minima :

- les dimensions du bassin dessableur et de l'espace de stockage provisoire ;
- la position et le calage altimétrique des repères visuels de remplissage du bassin dessableur ;
- la position et le calage de l'échelle limnimétrique servant de repère permanent en berge sud ;
- la cote altimétrique des deux seuils de stabilisation en pieux battus.

Le bénéficiaire fournit au service instructeur des vues en coupe de l'ouvrage selon les profils 9, 10, 11, 12 et 13 présentés en page 40 du dossier de demande et sur lesquelles figure une ligne d'eau mesurée in situ dans l'ouvrage ainsi que le débit du Vignacq correspondant.

Le bénéficiaire accompagne le plan de récolement d'une note détaillant les écarts relevés par rapport au projet initial et leurs incidences sur la fonctionnalité des ouvrages. Le cas échéant, le bénéficiaire propose des mesures correctives garantissant le bon fonctionnement des ouvrages.

Article 18 - Espèces protégées

Tous travaux ayant un impact sur des espèces protégées contactées ou sur des habitats d'espèces protégées au titre de l'article L.411-1 du code de l'environnement sont stoppés et font l'objet d'un porter à connaissance du préfet.

Le bénéficiaire propose des mesures d'évitement et de réduction d'impact, et le cas échéant, en l'absence d'alternative, dépose une demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces ou d'habitats d'espèces protégés.

Article 19 - Espèces invasives

Toutes les mesures de prévention, éradication et confinement précoces sont prises pour éviter l'introduction et la dispersion d'espèces envahissantes sur le chantier, ses abords et plus généralement dans le bassin versant du Vignacq, conformément aux dispositions des articles L.411-4 à L.411-6 du code de l'environnement.

Ces mesures concernent notamment :

- l'éradication des espèces invasives détectées dans le stock historique de sable en rive droite ;
- l'entretien et le nettoyage des véhicules de travaux servant à évacuer le sable stocké, à créer les bassins et à les exploiter. Les parcours empruntés sont vérifiés en fin de chantier pour éliminer tout fragment éventuel d'espèce invasive ;
- plus généralement, la formation du personnel, le repérage et le balisage des stations d'espèces envahissantes, la gestion des déchets verts issus du dégagement des emprises travaux, l'apport de matériaux ou leur transfert au sein du chantier et la remise en état du site.

TITRE IV - PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES A L'EXPLOITATION DU BASSIN DESSABLEUR

Article 20 - Extraction des sédiments accumulés dans le bassin dessableur

Le bénéficiaire procède au curage du bassin dessableur conformément aux modalités présentées dans son dossier de demande.

Le bénéficiaire procède au curage du bassin dessableur lorsque celui-ci est rempli au deux tiers de sa capacité, soit 1 500 m³ sur les 2 200 m³ de capacité totale.

Le niveau de remplissage du bassin dessableur est évalué par lecture directe des repères fixes invariables positionnés par le bénéficiaire. Les deux tiers de la capacité du bassin dessableur sont atteints lorsque l'échelle limnimétrique placée aux deux tiers de la longueur du bassin affiche 1,50 mètre de hauteur de sable.

L'extraction du sable est effectuée à l'aide d'une pelle mécanique positionnée en berge hors du bassin.

Le sable extrait est stocké pendant 24 heures en rive droite du Vignacq sur la zone non-aménagée afin de favoriser le ressuyage et le retour de la faune éventuellement captive vers le cours d'eau.

Toute intervention d'extraction à la pelle mécanique est proscrite au-delà du bassin dessableur et de la zone établie à 4,60 mètres de la berge sud du Vignacq et délimitée par les repères visuels reportés sur le plan de récolement.

Article 21 - Périodes d'extraction

Le bénéficiaire programme l'extraction du sable depuis le bassin ou le ruisseau du Vignacq dans la période favorable pour les espèces aquatiques, notamment pour la lamproie de planer.

Les opérations d'extraction sont réalisées entre le 1^{er} août et le 31 janvier.

Toute modification de la période d'extraction fait l'objet d'un accord du service instructeur.

Article 22 - Destinations du sable et continuité sédimentaire assistée

• Stockage en zone provisoire après extraction depuis le bassin dessableur

Après ressuyage, le sable extrait est stocké dans l'aire de dépôt provisoire en rive droite du Vignacq.

L'aire de dépôt présente une emprise conforme au dossier de demande, délimitée par des repères visuels reportés sur le plan de récolement :

- longueur : 100 m ;
- largeur : 7 m ;
- hauteur avec pente 1/1 : 3,50 m
- volume estimé : 2450 m³.

Le bénéficiaire prend toutes les dispositions nécessaires pour limiter le départ du sable extrait vers le Vignacq.

- **Dépôt de sable extrait en berge sud du ruisseau du Barzague après extraction depuis le bassin dessableur**

Après extraction depuis le bassin, le bénéficiaire procède au dépôt d'une partie du sable en bordure sud du ruisseau du Barzague selon les modalités présentées dans son dossier de demande.

Les dépôts sont réalisés en période d'étiage par une pelle mécanique à hauteur d'environ 1 m³ de sable par m² de berge érodée (soit environ 270 m³ estimés). Les dépôts sont réalisés en haut de la berge sud du ruisseau du Barzague sur les secteurs présentant des signes visuels de déficit sédimentaire.

Les opérations sont conduites de manière à ne pas dégrader les berges du Barzague.

- **Pompage dans le bassin dessableur et restitution a dans le ruisseau du Barzague**

Lors de l'extraction depuis le bassin, le bénéficiaire procède au pompage d'une partie du sable extrait et à son refoulement dans le canal de dérivation vers le cours d'eau du Barzague. Le volume potentiel restitué est estimé à 60 m³.

- **Pompage occasionnel au droit du seuil et renvoi dans le ruisseau du Barzague**

Le bénéficiaire peut procéder une fois par mois, entre le 1^{er} août et le 31 janvier au pompage de sable immédiatement au droit du seuil de la pisciculture et à sa restitution dans le canal de dérivation vers le cours d'eau du Barzague.

Article 23 – Modalités de suivi

Le bénéficiaire met en place un cahier d'exploitation dans lequel il consigne a minima :

- la date des opérations ;
- le volume estimé du bassin avant curage ;
- le volume extrait et sa destination ;
- le volume stockés sur l'aire de dépôt ;
- les résultats obtenus quant à la continuité sédimentaire assistée et notamment l'évolution du lit et des berges du Barzague.

Il y reporte également toute observation relative aux modalités d'entretien ou toute lecture directe effectuée sur les repères implantés.

Ce cahier d'exploitation est tenu à disposition du service instructeur.

Avant et après chaque curage, le bénéficiaire réalise les profils en travers du bassin dessableur et du Vignacq correspondant aux profils 9, 10, 11, 12 et 13 présentés en page 40 du dossier de demande.

Article 24 – Entretien et surveillance

- **Maintien en bon état des ouvrages**

Le bénéficiaire procède aux opérations nécessaires pour garantir le fonctionnement et la consistance de l'ouvrage. Une vigilance particulière est accordée à la tenue des berges de l'ouvrage.

Dans le cas où la conception du bassin dessableur ou ses modalités de gestion entraînent des dysfonctionnements récurrents, le bénéficiaire procède à tous travaux d'amélioration nécessaires après validation du protocole par le service instructeur.

- **Surveillance de l'évolution des profils du ruisseau du Barzague**

Le bénéficiaire procède au suivi de l'évolution de l'ensablement et des berges du ruisseau du Barzague à l'aide de repères visuels pérennes.

En cas d'ensablement important, d'érosion régressive ou de présence de merlons pouvant constituer un remblai en lit majeur, une adaptation des modalités de gestion de l'ouvrage est mise en œuvre par le bénéficiaire après accord du service instructeur.

Article 25 – Maintien d'une prairie en rive droite du Vignacq

L'aire de dépôt provisoire est gérée de manière à restaurer et conserver une prairie en amont laissée en colonisation naturelle.

Le bénéficiaire met en œuvre les dispositions nécessaires pour garantir la pérennité de la prairie restaurée.

Tout dépôt volontaire sur la zone n'appartenant à l'aire de dépôt provisoire y est proscrit.

Article 26 – Curage d'urgence du bassin ou du lit mineur du Vignacq

Tout curage d'urgence n'entrant pas dans les modalités présentées ci-avant fait l'objet d'une information du service instructeur et d'une validation du protocole avant travaux.

Un curage d'urgence ne peut être accordé que :

- si la période d'intervention est favorable aux espèces aquatiques ;
- si le bénéficiaire n'a pas failli aux obligations d'entretien et de suivi des ouvrages détaillées ci-avant et si les modalités de gestion mises en œuvre jusqu'alors sont conformes au dossier de demande ;
- si des circonstances imprévisibles ou exceptionnelles non-rencontrées avant la conception de l'ouvrage le nécessitent.

A l'issue d'un curage d'urgence, le bénéficiaire adresse au service instructeur une note rendant compte des opérations réalisées. Le bénéficiaire propose également des mesures correctives des modalités de gestion existantes ayant abouti à la situation d'urgence.

TITRE V - RESTAURATION DE LA CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE AU DROIT DU SEUIL SUR LE VIGNAC

Article 27 – Restauration de la continuité écologique au droit du seuil de la pisciculture

Avant le 01 juin 2022, le bénéficiaire transmet au service en charge de la police de l'eau un dossier de porter-à-connaissance décrivant les aménagements visant à rétablir la libre circulation des poissons migrateurs et le transit des sédiments au droit du seuil de la pisciculture n° ROE41708.

Le seuil de la pisciculture n° ROE41708 fait l'objet d'une restauration de la continuité écologique avant le 31 décembre 2023.

TITRE VI – DISPOSITIONS FINALES

Article 28 - Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 29 - Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 30 - Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise pour affichage pendant une durée minimale d'un mois à la mairie de LÉVIGNACQ.

Ces informations sont mises à disposition du public sur le site Internet des services de l'État dans les Landes durant une durée d'au moins 12 mois.

Article 31 - Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être contesté à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau, 50 cours Lyautey, 64 010 PAU Cedex via le site www.telerecours.fr :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Il peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Article 32 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations des Landes, la directrice départementale des territoires et de la mer du département des Landes, le maire de Lévignacq, le chef de service départemental de l'office français de la biodiversité des Landes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société « Les Truites de la Côte d'Argent ».

Mont-de-Marsan, le 25 NOV. 2021

La préfète



Cécile BIGOT-DEKEYZER

Annexes :

- arrêté du 28 novembre 2007 (rubrique 3.1.2.0) ;
- arrêté du 30 septembre 2014 (rubrique 3.1.5.0) ;
- arrêté du 30 mai 2008 (rubrique 3.2.1.0).